



Identification : PM /B24-05896-JC

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : JC

PROJET DE MARCHÉ

**PROJET INVICTUS- TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU
BATIMENT INVICTUS
LOT 14 - GARDIENNAGE**

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	16/12/2024	Julien CAVALIER	Florian PUJOL	Alexandra VUIGNIER



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

Marché n°: 4001XXXXXX / XXXXX

Objet : Projet Invictus – Travaux de construction du bâtiment INVICTUS
Lot 14 - Gardiennage

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "**les Parties**".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "les Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	7
ARTICLE 3	Nature et etendue du marché	7
3.1	Prestations Fermes	7
3.2	Prestations optionnelles	8
3.3	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	8
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	8
4.1	Modalités de levée des options	8
4.2	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP.....	8
4.2.1	Expression du besoin	8
4.2.2	Offre du Titulaire	8
4.2.3	Signature de la FDMDP.....	9
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Détails des prix	9
5.1.1	Prestations fermes.....	9
5.1.2	Prestations optionnelles	9
5.1.3	Prestations sur FDMDP.....	10
5.2	Révision des prix	10
ARTICLE 6	Paiement du prix.....	11
6.1	Termes de paiement.....	11
6.1.1	Prestations fermes.....	11
6.1.2	Prestations optionnelles	12
6.1.3	Prestations sur FDMDP.....	12
6.1.4	Révision de prix	12
6.2	Modalités de facturation	12
6.3	Régime fiscal	14
ARTICLE 7	Durée et délai	14
7.1	Durée de validité du marché.....	14
7.2	Délais globaux d'exécution des prestations	14
7.3	Délais d'exécution propres a chaque lot pour la phase de travaux en chantier clos (a partir de T1)	14
7.4	Délais spécifiques.....	14
ARTICLE 8	Pénalités	15
8.1	Retard sur les délais contractuels	15
8.2	Absence ou retard aux réunions de suivi d'exécution	15
8.3	Non-respect des obligations en matière de sécurité des biens et des personnes.....	15
8.4	Répétition inacceptable de refus du même livrable.....	15
8.5	Contrôle des exigences environnementales	15
8.6	Autres	16
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution.....	16
9.1	Arrêts de chantier	16

9.1.1	Généralités	16
9.1.2	Arrêts programmés.....	16
9.1.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	16
9.1.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire.....	17
9.1.5	Reprise des travaux.....	17
9.2	Suspension de marché.....	17
9.3	Interlocuteurs.....	18
9.4	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale	18
ARTICLE 10	Gestion des modifications	18
ARTICLE 11	Sous-traitance.....	19
ARTICLE 12	Compétence juridictionnelle	19
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	20
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations	22

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations du lot n° 14 – Gardiennage dans le cadre du projet INVICTUS - opération de construction du bâtiment d'enseignement théorique, Bâtiment n°699 « INVICTUS ».

Le marché concerne le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA), Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service Support Technique et Logistique (STL), Groupe Travaux Projet Patrimoine (GTPP).

Intervenants principaux de la réalisation :

Maîtrise d'Ouvrage :

CEA

Centre de Marcoule - BP 17171
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex

Maîtrise d'œuvre :

**Groupement AC2 SUD – Arnaud CESAR & Camille PINET
Architectes - PG Concept – 2CIS**

Mandataire AC2i Sud

1110 Chemin de Sommelonge - 26 290 DONZERE
Téléphone : 04-75-92-53-87

Contrôle Technique :

Bureau Alpes Contrôles - Agence de Nîmes

Immeuble Ellipsis - 125 rue de l'Hostellerie 30900 NIMES
Téléphone : 04 66 38 95 60

Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :

Socotec Construction - Agence Construction Nîmes

184 rue Philippe Maupas - 30000 NIMES
Téléphone : 04 66 28 83 61

Les prestations objet du présent Marché font partie d'un ensemble de prestations concourant à la réalisation dans le cadre du projet INVICTUS, des travaux de construction du bâtiment 699 INVICTUS afin de créer un espace d'enseignement théorique allotés en 14 marchés :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Gros-Œuvre
- Lot 3 : Charpente métallique
- Lot 4 : Couverture Bac Etanchéité
- Lot 5 : Menuiseries Extérieures
- Lot 6 : Cloisons - Doublages – faux-plafonds
- Lot 7 : Menuiseries Intérieures
- Lot 8 : Revêtements de sols et de Murs
- Lot 9 : Peintures
- Lot 10 : Electricité – Courants forts – Courants Faibles
- Lot 11 : Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaires
- Lot 12 : Mobilier
- Lot 13 : Informatique (optionnel)
- **Lot 14 : Gardiennage (le présent lot)**

La réalisation des prestations objet du présent Marché implique des interfaces avec les titulaires de ces autres marchés.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent lot à savoir CCTP lot 14 – Gardiennage référencé C23021CCTP140, ses annexes ainsi que les documents associés complété du Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) référencé C23021CCTP001 au dernier indice 10 jours avant la date de remise de l'offre, ses annexes ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le CDC et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans les CCTP visés à l'article 2 supra

Le périmètre des prestations attendues au titre du présent marché couvre ainsi :

3.1 PRESTATIONS FERMES

Les prestations fermes sont les suivantes :

- Mise en place, raccordement, location pendant la durée de la prestation, l'entretien et le repli en fin de chantier, d'un bâtiment modulaire permettant l'accueil du gardien
- La prestation de gardiennage avec l'encadrement et la mise en place de personnel formé et compétant afin d'assurer les missions décrites dans le CCTP du lot 14.

Les prestations et les livrables attendus au titre de la tranche ferme sont détaillés au CCTP du lot concerné cité à l'article ARTICLE 2 supra.

3.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

Le CEA se réserve le droit de prolonger les prestations de gardiennage objet du présent marché au travers de 3 options de prolongation d'une durée unitaire d'un mois supplémentaire.

3.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Le prestation optionnelle visée à l'article 3.2 supra pourra être levée en cours d'exécution du marché par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 10 jours.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.3 supra, les prestations seront engagées comme suit :

4.2.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.2.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.1.3 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.3 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.2.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.3 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature. Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.
- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à €HT (CE du « mois 0 ») ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes :€HT,
- Montant des prestations optionnelles : €HT,
- Montant plafond sur devis préalables €HT.

5.1 DETAILS DES PRIX

5.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

5.1.2 Prestations optionnelles

Le prix des prestations optionnelles du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

<u>Désignation</u>	<u>Montant en € HT</u>	<u>Détail des prix</u>
<u>Option 1 : premier mois de prolongation</u>	..... €HT	Révisables
<u>Option 1 : premier mois de prolongation</u>	..... €HT	Révisables
<u>Option 3 : premier mois de prolongation</u>	..... €HT	Révisables

5.1.3 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.3 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		..... € HT	..... € HT

(*) : Base 7,8 h/j

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

Coefficient de peines et soins

..... %

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.1 supra sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (.....), ce mois est appelé « mois zéro ».

À RENSEIGNER PAR LE SOUSSIONNAIRE

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à compter de la date anniversaire de l'enclenchement du marché selon les modalités définies ci-après :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :
$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,15 + 0,85 \times \left(0,90 \times \frac{CPF\ 80.10}{CPF\ 80.10_0} + 0,10 \times \frac{BT\ 06}{BT06_0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre

Nom de l'indice	Intitulé de l'index/indice et n° d'identifiant	Dates
CPF80.10₀	Index « CPF80.10 » publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010766739.	Mois de remise de l'offre (<i>mois 0</i>)
CPF80.10		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.

Nom de l'indice	Intitulé de l'index/indice et n° d'identifiant	Dates
BT06₀	Index « BT06 » publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001710986.	Mois de remise de l'offre (<i>mois 0</i>)
BT06		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,10, les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

6.1.1 Prestations fermes

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, conformément à l'échéancier suivant :

- 5% du montant des prestations fermes après acceptation par le CEA du compte rendu de la réunion d'enclenchement du marché,
- 90% du montant des prestations fermes sur situation d'avancement des prestations dûment constatés par le CEA,
- 5% du montant des prestations fermes à la réception

6.1.2 Prestations optionnelles

Le montant des options de prolongation n°1 à 3 seront facturées TTC dans leur totalité, sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, à l'issue du mois de prolongation.

6.1.3 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

6.1.4 Révision de prix

Les termes de paiement définis supra s'entendent en prix non révisés (CE du « mois 0 »).

La révision de prix fait l'objet d'une ligne spécifique dans les factures émises par le Titulaire. Cette ligne indique le montant résultant du produit du taux de révision de prix accepté par le CEA dans les conditions de l'article 5.2 supra au montant total des prestations soumis à cette révision.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: VRH-C
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise

- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: VRH-C
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

7.1 DUREE DE VALIDITE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de la date de réception par le Titulaire de la notification. La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

7.2 DELAIS GLOBAUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour les délais infra :

T0 = date de la réunion d'enclenchement du marché

T1 = date du début du chantier clos

 **Délai global d'exécution des prestations pour l'ensemble des lots**

Le délai global comprend :

- Le délai de réalisation de la période de préparation de chantier qui est de 2 mois et débute à compter de l'enclenchement (T0)
- Le délai de réalisation des prestations en chantier clos (qui nécessite un gardiennage) qui est de 12 mois et débute à T1

T1 sera fixé par le CEA dans un courrier qui sera envoyé à l'entreprise.

La date prévisionnelle de la réunion d'enclenchement est fixée au : 03/03/2025

La date prévisionnelle de T1 est fixée au : 05/05/2025

7.3 DELAIS D'EXECUTION PROPRES A CHAQUE LOT POUR LA PHASE DE TRAVAUX EN CHANTIER CLOS (A PARTIR DE T1)

Les délais d'exécution propres à chaque lot sont fixés par le calendrier détaillé d'exécution, élaboré par le MOE au titre de sa mission d'OPC à partir des plannings d'exécution remis par chaque Titulaire à T0 + 1 mois.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

7.4 DELAIS SPECIFIQUES

Chaque FDMDP fixe les délais d'exécution auxquelles elle se rapporte. A défaut de précision, le délai d'exécution n'est pas impacté.

ARTICLE 8 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit.

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché complété et révisé comprenant le montant des prestations fermes, des prestations optionnelles levées et des FMDMP contractualisées par le CEA.

Les pénalités appliquées sont cumulables et ne sont ni restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

L'atteinte d'un plafond de pénalités est un motif, sur décision unilatérale du CEA, de résiliation du Marché, sans indemnité pour le Titulaire.

8.1 RETARD SUR LES DELAIS CONTRACTUELS

Le non-respect par le Titulaire des délais visés à l'ARTICLE 7^{supra} entraînera l'application de pénalités de retard fixées à : 100 € (CENT EUROS) par jour calendaire de retard

8.2 ABSENCE OU RETARD AUX REUNIONS DE SUIVI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 21.4 des CGA l'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de suivi d'exécution (réunion de chantier) sera redevable des pénalités fixées à 100 € (CENT EUROS par occurrence.

8.3 NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

Par dérogation à l'article 17 des CGA, la pénalité applicable par constat ou manquement unitaire est de 500 € (CINQ CENTS EUROS). Les autres dispositions de l'article 17 sont applicables.

8.4 REPETITION INACCEPTABLE DE REFUS DU MEME LIVRABLE

Le Titulaire s'est engagé à réaliser sa prestation avec le niveau de qualité attendu par le CEA.

Le CEA prévoit donc de sanctionner une répétition inacceptable de refus par le MOE du même livrable. Ainsi, au-delà de 2 refus d'un même livrable, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 1000 € (MILLE EUROS) par refus supplémentaire.

8.5 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le titulaire présentera dans une note à la fin des travaux et avant la réception, les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard
---	----------------------------

8.6 AUTRES

Niveau de la retenue calendaire ou forfaitaire	Montant ou pourcentage de marché correspondant
Niveau 1	50€ / jour calendaire ou 50€ par infraction
Niveau 2	100€ / jour calendaire ou 100€ par infraction
Niveau 3	300€/ jour calendaire ou 300€ par infraction

Manquements constatés	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Retard sur rendus de documents réclamés (PPSPS, planning Registre des entrées et sorties...) Pénalité applicable au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés suivant la date limite de réception des documents – Pénalité par document et par jour		X	
Retard pour la mise en place ou le repli du bâtiment modulaire et ses équipements (par jour calendaire de retard)		X	
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée (par jour calendaire)			X
Retard du gardien pour l'ouverture du chantier (par manquement)		X	
Absence du gardien plus de 4h00 dans la journée.			X

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 ARRETS DE CHANTIER

9.1.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.
Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

9.1.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours
calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles
d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

9.1.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises
dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance
étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à 1 jour par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

À RENSEIGNER PAR LE
SOUSSIONNAIRE

..... € HT

Soit en toutes lettres :

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

9.1.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

9.1.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

9.2 SUSPENSION DE MARCHÉ

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée par suspension à :
 - 2% du montant HT des prestations fermes du marché,
- Concernant la part fournitures et matériels, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entraînera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de 10 jours ouvrés

9.3 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	VUIGNIER Alexandra, Cheffe de projet Tel : 04-66-79-62-67 Courriel : alexandra.vuignier@cea.fr	CAVALIER Julien Acheteur Tel : 04 66 79 66 75 Courriel : julien.cavalier@cea.fr
Pour le MOE	Groupement AC2i Sud / Arnaud CESAR & Camille PINET Architectes / PG Concept / 2CIS Mandataire : AC2i Sud BOISSY Maxime (AC2i Sud) Tel : 04-75-92-53-87 Courriel : contact@ac2i.pro	
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

9.4 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 0 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA. Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Conditions d'accès au site de Pierrelatte

L'accès au CEA Marcoule – Site de Pierrelatte étant réglementé, le Titulaire doit contacter, le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site de Pierrelatte.

ORANO / Etablissement de Pierrelatte
Groupe Accès Entreprises
BP16
26701 PIERRELATTE CEDEX
Tél. : 04.75.50.72.13
Fax : 04.75.50.71.47

3) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du marché. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

4) Modalités de livraison sur le site de Marcoule

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20 m³, ou si le colis est de dimensions supérieures à longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac comme le gaz notamment,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si la livraison concerne des colis froids à destination de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF). La DRF se situe à l'extérieur de la clôture lourde du Centre de Marcoule.
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :
Rouméas Services pour le compte du CEA Marcoule
Rue Louis Nell
Zone Industrielle de L'Ardoise
30290 L'ARDOISE

Tél : 04 66 33 76 84
Mail : MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc...
Le déchargement est à la charge du livreur.

Attention, concernant les livraisons pour le site de Pierrelatte, seuls les colis en provenance de pays tiers transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule.

5) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.